



Pressemitteilung

Bruxelles, le 27 janvier 2015
N° 2/2015

IG Metall propose sa médiation dans la controverse sur les futures règles d'émissions de CO₂

Bruxelles – Dans le cadre du conflit sur un renforcement à venir des valeurs limites d'émissions pour les véhicules neufs en Europe, IG Metall souhaite servir de médiateur entre l'industrie automobile et le monde politique. « Dans le passé il n'y a pas eu de véritable débat sur les valeurs limites d'émissions de CO₂, c'est ce que nous voudrions changer à présent » déclare Detlef Wetzel, président d'IG Metall, ce mardi à Bruxelles, à l'occasion d'une conférence d'IG Metall avec de nombreux représentants de haut niveau du monde économique et du monde politique, dont le nouveau Commissaire européen au climat, Miguel Arias Cañete.

D'une manière générale, IG Metall considère que les valeurs limites d'émissions de CO₂ sont nécessaires. « Mais nous devons parler de ce qui est faisable techniquement et possible du point de vue de la politique de l'emploi », a déclaré D. Wetzel. Il ne serait pas réaliste de poursuivre tout simplement, de manière linéaire et au même rythme, une nouvelle baisse des valeurs limites prévues de 95 grammes de CO₂ au delà de l'année 2020. Il est nécessaire de réaliser auparavant une étude d'impact sur les conséquences des mutations structurelles dans l'industrie automobile – en faveur de la propulsion électrique – du point de vue de



l'emploi. Une nouvelle réglementation des valeurs limites ne sera possible dans ce contexte qu'en 2017 au plus tôt. Contrairement à ce qui a été fait jusqu'à présent, les syndicats et les employeurs devraient être impliqués dans le débat. « Dans ce sens, nous avons besoin d'un processus de participation coordonné par la Commission de l'UE », a demandé D. Wetzel.

IG Metall ne veut pas abandonner au seul marché l'avenir de l'industrie automobile. « Car l'enseignement majeur de la crise de 2008, c'est que l'industrie, avec son personnel très qualifié, constitue la colonne vertébrale de l'économie européenne », a ajouté Jörg Hofmann, vice-président d'IG Metall. L'action politique doit favoriser et développer ces atouts. « L'emploi est la priorité. Ceci s'applique aussi à une politique du CO₂ et ne s'oppose pas à des objectifs climatiques ambitieux. » J. Hofmann plaide par conséquent pour ce que les nouvelles valeurs limites ne soient pas adoptées avant 2017. C'est au plus tôt à ce moment là qu'il sera possible d'évaluer l'accueil fait aux véhicules électriques sur le marché et d'estimer à quel point ce mode de propulsion peut contribuer à la réduction du CO₂. Comme dans le passé, les véhicules électriques doivent être pris en compte avec une émission de CO₂ de zéro gramme dans le calcul des moyennes du parc automobile.

En outre, le nouveau cycle d'essai de conduite qui servira de base à la détermination de la consommation d'énergie entrera en vigueur à compter de 2017. C'est celui-ci qui devra servir de fondement aux nouvelles valeurs limites. De même il faudra prendre en considération des



Pressestelle | Vorstand

innovations supplémentaires dans le domaine de l'efficacité énergétique sur le produit et dans la production, comme l'efficience des ressources par un recyclage permettant une économie d'énergie encore plus importante.